

**COMMUNICATION PREPAREE PAR M. CLAUDE LEROI  
AU NOM DE LA COMMISSION DE L'EMPLOI ET  
DU DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE**

**27 OCTOBRE 2005**

**LA SITUATION DE L'EMPLOI ET  
DE LA CONJONCTURE ECONOMIQUE  
EN REGION D'ILE-DE-FRANCE  
1<sup>ER</sup> SEMESTRE 2005**

---

**Claude LEROI**

Le rapporteur exprime sa gratitude à l'ensemble des personnes qui ont directement participé à l'élaboration de cette communication, et en particulier au Centre Régional d'Observation du Commerce, de l'Industrie et des Services (CROCIS) de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris.

Il remercie par ailleurs les représentants des autres institutions qui ont accepté de faire part des éléments de conjoncture en leur possession, notamment :

Mme Marie-Laure Rallet, de l'ANPE,  
M. Bernard Simonin, Direction Régionale  
du Travail, de l'Emploi et de la  
Formation Professionnelle de l'Ile-de-  
France,  
M. Philippe Waechter, Chef économiste,  
Banques Populaires,  
Mme Nathalie Deshayes-Guillon,  
Direction régionale de l'INSEE,  
M. Michel Sénéchal, responsable de la  
conjoncture au sein de la cellule  
économique du BTP,  
M. Frédéric SAVANNE, GARP-Assedic

## **PARTIE I ANALYSE DE L'ACTIVITE ECONOMIQUE ET DE L'EMPLOI**

### **I- L'ACTIVITE ECONOMIQUE**

- 1- Situation générale de l'économie
- 2- L'activité économique en Ile-de-France

### **II- L'EMPLOI**

- 1- Situation générale de l'emploi et du chômage
- 2- L'emploi et le chômage en Ile-de-France

## **PARTIE II ANALYSE SECTORIELLE**

- 1- L'industrie**
- 2- La construction**
- 3- Le commerce** (commerce de gros et commerce de détail)
- 4- Les services aux entreprises** (transports, ingénierie technique et informatique, conseil)
- 5- Tourisme, hôtellerie**

## INTRODUCTION

Ainsi que l'avait annoncé notre Commission lors de la précédente note de conjoncture en avril 2005, l'activité économique croît à un rythme modéré au premier semestre 2005 dans la région Ile-de-France.

En dépit des inquiétudes liées à la hausse des prix du pétrole, les perspectives de croissance de l'économie mondiale demeurent bien orientées, principalement aux Etats-Unis et en Asie. Cet environnement international porteur ne bénéficie toutefois pas aux pays européens, les prévisions de croissance de la zone Euro pour 2005 ayant été revues à la baisse.

En France, l'activité se maintient au premier semestre 2005 mais reste fragile, les entreprises comme les ménages demeurant prudents face à un environnement toujours incertain.

La région Ile-de-France présente les mêmes caractéristiques, l'activité se maintenant à un niveau moyen dans la plupart des secteurs franciliens. Une légère embellie est toutefois constatée au premier semestre sur le marché du travail, mais elle devra être confirmée au second semestre.

*Le coup de phare de cette note de conjoncture sera consacré au secteur de la santé en Ile-de-France.*

# PARTIE I

## ANALYSE DE L'ACTIVITE ECONOMIQUE ET DU MARCHE DU TRAVAIL

### I- L'ACTIVITE ECONOMIQUE

#### 1- Situation générale de l'économie

*Sources utilisées : Etudes économiques – Banques Populaires ; Centre d'Observation Economique (COE) ; INSEE*

#### **Résistance de l'activité économique aux Etats-Unis et en Asie**

L'économie mondiale enregistre une forte croissance au premier semestre 2005, fondée sur le dynamisme des économies américaine et asiatique.

La croissance est ainsi soutenue aux Etats-Unis, le FMI l'estimant à +3,5 % en 2005. La hausse du prix du pétrole a conduit les ménages à des arbitrages de consommation, créant une érosion de cette variable mais sans réelle rupture.

Reste que le faible taux d'épargne des ménages et le haut niveau des déficits publics américains constituent de réelles menaces pour l'économie du pays à terme.

La croissance économique ralentit en Asie, même si elle se maintient à des niveaux élevés, en Chine notamment. Au Japon, l'économie est bien orientée depuis quelques trimestres et profite à l'ensemble des pays de la zone asiatique.

#### **L'économie mondiale résiste aux aléas conjoncturels...**

Le prix du baril de pétrole a atteint son niveau le plus haut au début de l'été 2005 (environ 70 dollars le baril), suite à des tensions sur le marché, liées à des raisons tant techniques (recours aux stocks stratégiques par les Etats-Unis) que géopolitiques. Cette progression des prix du pétrole et des matières premières a pourtant eu un effet modéré sur la croissance mondiale.

#### **...à l'exception de l'Europe**

L'activité économique demeure étale sur l'ensemble du semestre dans les pays européens, la Banque Centrale Européenne prévoyant une croissance de 1,3 % pour les pays de la zone Euro en 2005.

La hausse du prix du pétrole fragilise une activité déjà vulnérable. Les entreprises demeurent frileuses dans leur décision d'investir, en dépit de bons résultats financiers. Les situations sont contrastées au sein de la zone Euro : certains pays parviennent à se maintenir sur le chemin de la croissance grâce à des exportations dynamiques (c'est le cas de l'Allemagne). D'autres, comme la France, doivent compter principalement sur la consommation des ménages.

#### **Une croissance française atone**

Après une reprise économique modérée en 2004 (+2,1 % de croissance du PIB), la croissance française marque le pas au premier semestre 2005. Les taux de croissance enregistrés aux premier et deuxième trimestres 2005 sont de respectivement +0,4 % et +0,1 %, portant les prévisions sur l'ensemble de l'année 2005 à 1,5 % (selon l'INSEE).

Le commerce extérieur français se dégrade au cours du premier semestre 2005, la croissance des importations étant bien supérieure à celle des exportations (respectivement +11,8 % et +6,0 %, hors matériel militaire, en glissement annuel). Le solde commercial national se dégrade ainsi pour atteindre - 2 670 millions d'euros (y compris matériel militaire) au deuxième trimestre 2005.

La consommation des ménages demeure le principal moteur de croissance en France. Toutefois, après deux trimestres de hausse soutenue, la consommation a marqué le pas au deuxième trimestre 2005. Cette dégradation ne devrait pas se poursuivre, mais il est peu probable que les dépenses des ménages demeurent soutenues, à moins de puiser de façon importante dans leur épargne.

Face à la fragilité de ces principaux moteurs de croissance, les perspectives de croissance économique pour la deuxième partie de l'année demeurent prudentes sur le territoire national.

## **2- L'activité économique en Ile-de-France**

Source utilisée: INSEE Ile-de-France; Direction Interrégionale des Douanes d'Ile-de-France

### ***L'activité se maintient dans la région au premier semestre 2005***

En Ile-de-France, les indicateurs demeurent bien orientés au premier semestre 2005, sans être toutefois particulièrement dynamiques. Les enquêtes de conjoncture menées par l'INSEE dans la région témoignent d'un redressement sensible de l'activité dans la majorité des secteurs franciliens. Les anticipations des chefs d'entreprise, optimistes au premier trimestre, s'infléchissent au second, témoignant de leur prudence pour la deuxième partie de l'année.

### ***Des échanges extérieurs dynamiques***

L'Ile-de-France semble bénéficier davantage que la France du dynamisme de la croissance mondiale. Les échanges extérieurs de la région sont ainsi en nette progression aux premier et deuxième trimestres 2005. Les exportations sont en hausse de 14,4 % au cours du semestre tandis que les importations progressent de 12,8 % (glissement annuel, données brutes CAF/FAB).

### ***Ralentissement des créations d'entreprises***

Le nombre de créations d'entreprises diminue de 0,5 % au premier semestre 2005 dans la région Ile-de-France. Le volume de créations demeure toutefois important, puisqu'on enregistre au cours du semestre 35 402 créations de tous types (données CVS).

Il est par ailleurs intéressant de constater que le nombre de créations pures se maintient (+0,5 % par rapport au semestre précédent), alors que le nombre de reprises et de réactivations d'entreprises est en nette baisse (respectivement - 7,4 % et - 8,7 %). Ces chiffres confirment les difficultés dont témoignent les dirigeants, particulièrement de PME ou de TPE, à transmettre leur entreprise.

### **Rappel de définitions**

La statistique des créations d'entreprises est constituée à partir des informations du répertoire SIRENE. Les créations d'entreprise sont classées en trois catégories, créations pures, créations par reprise, et réactivation.

Toute entreprise personne morale ou personne physique n'ayant pas eu antérieurement d'activité non salariée est inscrite au répertoire lors de sa déclaration de démarrage d'activité et reçoit alors un numéro d'identification. Elle est comptabilisée dans la statistique de créations, à partir de sa date de début d'activité économique :

- en création pure si l'activité exercée ne constitue pas la poursuite d'une activité de même type exercée antérieurement au même endroit par une autre entreprise. On parle aussi de création "ex nihilo" ;
- en création par reprise dans les cas contraires (reprise de tout ou partie des moyens de production d'une autre entreprise, rachat d'un fonds de commerce,...)

Dans le cas d'une personne physique ayant eu une activité non salariée et reprenant une activité non salariée, cette personne retrouve le numéro d'identification qui lui avait été précédemment attribué. L'opération est alors comptabilisée, dans tous les cas, en création par réactivation.

Source : INSEE

### ***Le nombre de défaillances se stabilise***

Le nombre de défaillances d'entreprises reste stable en Ile-de-France au premier semestre 2005 par rapport au premier semestre 2004 (-0,2 %). Sur le seul deuxième trimestre 2005, les défaillances sont en baisse de 0,5 % dans la région. Tous les secteurs sont concernés par cette baisse, à l'exception de la construction (+5,4 %) et des services aux particuliers (+2,9 %), et notamment les hôtels, cafés et restaurants (+8,1 %).

### ***Une année 2005 morose en France...***

Le second semestre 2005 s'annonce tout aussi atone que le début d'année sur la France entière, l'environnement économique incertain pesant encore sur la croissance française. Cette dernière serait ainsi trop modérée pour entraîner une amélioration notable sur le marché du travail.

### ***...des perspectives plus optimistes en Ile-de-France ?***

En Ile-de-France, la tendance serait identique pour le second semestre avec une activité au ralenti dans la majorité des secteurs. L'économie régionale pourrait toutefois réagir plus favorablement au dynamisme du commerce international, ce qui profiterait notamment au marché du travail francilien.

## II-L'EMPLOI

Sources utilisées: INSEE ; ANPE ; DRTEFP

### 1- Situation générale de l'emploi et du chômage

#### *Léger repli du taux de chômage dans la zone Euro*

Le taux de chômage diminue légèrement au sein de la zone Euro au cours du premier semestre de l'année 2005. Il s'établit ainsi à 8,7 % de la population active, contre 8,9 % en décembre 2004. Le taux de chômage de l'Union européenne à 25 suit la même tendance avec 8,8 % de la population active.

D'après les données harmonisées fournies par Eurostat et fondées sur la définition de l'Organisation Internationale du Travail, la France fait partie des pays enregistrant le taux de chômage les plus élevés (9,7 %), avec l'Allemagne (9,5 %) et l'Espagne (9,8 %).

#### *10,1 % de taux de chômage en France à la fin du premier semestre 2005*

Le taux de chômage demeure élevé en France au premier semestre 2005. En juin, celui-ci s'établit à 10,1 % de la population active (selon l'INSEE). Il faudra attendre le mois de juillet pour percevoir une amélioration, le taux de chômage passant sous la barre des 10 % (9,9 % en juillet 2005).

Fin juin 2005, la France comptait 2 448 900 demandeurs d'emplois de catégorie 1<sup>1</sup> (données CVS), ce qui représente une augmentation de 0,2 % par rapport au mois de décembre 2004. La situation de l'emploi s'est donc légèrement dégradée au cours du semestre, la morosité de l'activité économique se répercutant sur les intentions d'embauche.

Cette évolution touche de la même façon tous les genres et toutes les classes d'âge. Au sein de la population active au chômage, les femmes sont structurellement plus touchées que les hommes (respectivement 11,1 % et 9,2 % de taux de chômage).

### Taux de chômage français au sens du BIT Par sexe et par âge

	HOMMES				FEMMES				TOTAL			
	Âge			Total	Âge			Total	Âge			Total
	15-24	25-49	>49		15-24	25-49	>49		15-24	25-49	>49	
Taux de chômage – décembre 2004	21,7	7,9	6,8	9,1	24,3	10,4	7,7	11,0	22,8	9,1	7,2	10,0
Taux de chômage – juin 2005	22,4	8,0	6,7	9,2	24,5	10,4	7,6	11,1	23,3	9,1	7,1	10,1

Source : INSEE

<sup>1</sup> Voir en annexe pour un rappel méthodologique consacré aux définitions des termes utilisés

## 2- L'emploi et le chômage en Ile-de-France

### *Sensible amélioration dès le deuxième trimestre 2005*

Alors qu'elle se dégrade sur la France entière, la situation de l'emploi s'améliore sensiblement au premier semestre 2005 en Ile-de-France. En conséquence, le taux de chômage diminue au deuxième trimestre 2005 jusqu'à 9,8 %.

La région Ile-de-France comptait ainsi en juin 2005 530 500 demandeurs d'emplois de catégorie 1, soit une baisse de 2,9 % par rapport au semestre précédent.

### *Des sorties en forte hausse*

Cette évolution est due à la fois à un tassement des entrées à l'ANPE par rapport à l'année précédente, mais également à une accélération des sorties. Une analyse plus détaillée montre que la majorité de ces sorties correspond à une reprise d'emploi, les radiations des listes suite à des sanctions ou à l'abandon de la recherche ne représentant qu'une faible part du total.

Par ailleurs, alors que leur nombre total progresse nettement, les sorties donnant lieu à une formation sont en forte baisse sur cette même période, caractéristique qui peut paraître inquiétante.

	<i>Nombre de demandeurs d'emplois (Catégorie 1) en juin 2005 – données CVS</i>	<i>Taux de chômage (4ème trimestre 2004)</i>	<i>Taux de chômage (2ème trimestre 2005)</i>
<i>Paris</i>	<i>119 700</i>	<i>11,4</i>	<i>11,0</i>
<i>Seine et Marne</i>	<i>46 200</i>	<i>8,3</i>	<i>8,2</i>
<i>Yvelines</i>	<i>50 200</i>	<i>7,8</i>	<i>7,7</i>
<i>Essonne</i>	<i>41 600</i>	<i>7,9</i>	<i>7,8</i>
<i>Hauts de Seine</i>	<i>67 700</i>	<i>9,4</i>	<i>9,2</i>
<i>Seine-Saint-Denis</i>	<i>92 700</i>	<i>14,0</i>	<i>13,9</i>
<i>Val de Marne</i>	<i>55 900</i>	<i>9,7</i>	<i>9,7</i>
<i>Val d'Oise</i>	<i>56 500</i>	<i>10,2</i>	<i>10,2</i>
<b><i>Ile-de-France</i></b>	<b><i>530 500</i></b>	<b><i>10,0</i></b>	<b><i>9,8</i></b>

*Source : DRTEFP*

### *Forte hausse des offres d'emplois*

Les offres d'emplois recensées par l'ANPE (soit environ 40 % de l'ensemble des offres circulant sur le marché) ont progressé de près de 18 % au cours du premier semestre 2005. Sur ces 6 mois, le nombre d'offres enregistrées en Ile-de-France s'élève à plus de 400 000 offres, soit 60 300 offres supplémentaires par rapport à la même période de l'année précédente. Si cette tendance est similaire sur la France entière (les offres déposées progressent de 6 %), la région Ile-de-France est largement moteur de cette évolution.

La hausse des offres est particulièrement importante dans les services marchands et les transports et télécommunications. En termes de qualifications, ce sont les techniciens (+42,8 %) et les cadres (+34,7 %) qui enregistrent les progressions les plus fortes. A l'inverse, les offres concernant les emplois non qualifiés sont en retrait (-12,4 %).

Comme nous l'avions déjà constaté au semestre précédent, cette progression des offres d'emplois s'explique principalement par la hausse des contrats de courte durée. Les offres d'emplois occasionnelles (contrats à durée déterminée de moins d'un mois) progressent au premier semestre de 23,9 %, soit 91 000 offres supplémentaires (contre +16,9 % pour les offres durables, soit 180 000 offres supplémentaires).

### ***Progression de l'emploi salarié***

L'emploi salarié progresse au cours des premier et deuxième trimestres 2005 en Ile-de-France (+ 0,3 % et + 0,4 %), confirmant l'embellie constatée sur le marché du travail francilien.

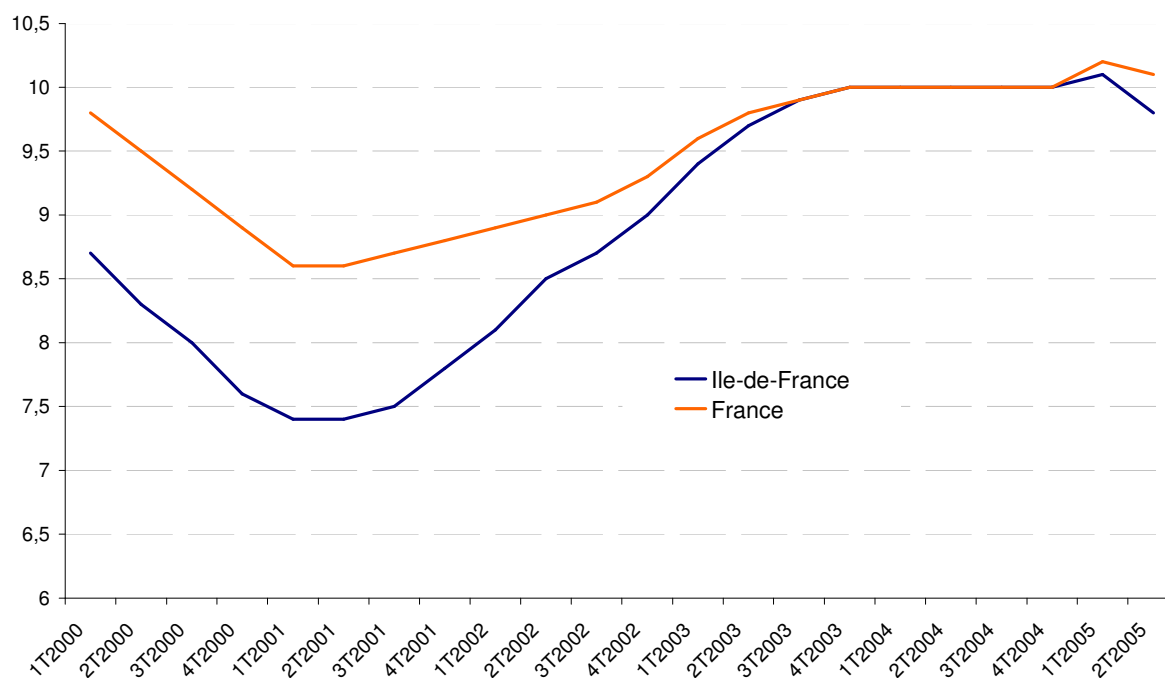
Cette hausse est imputable aux secteurs de la construction et des services, dans lesquels les effectifs progressent de 0,6 % au cours du premier semestre 2005 (soit + 2 700 emplois dans la construction et + 39 800 dans les services). L'industrie continue toutefois à perdre des emplois, les effectifs de ce secteur diminuant de 1,7 % sur la période, ce qui représente une perte de 18 800 emplois.

### ***Baisse du taux de chômage francilien : 9,8 % en juin 2005***

Pour la première fois depuis le début de l'année 2001, le taux de chômage enregistré dans la région Ile-de-France amorce donc une baisse. La région – capitale est ainsi la seule région française à bénéficier d'un tel repli au cours du semestre.

Les disparités de taux entre les départements franciliens demeurent importantes, même si tous bénéficient de la baisse. Ainsi, les taux de chômage les plus élevés sont observés en Seine-Saint-Denis (13,9 %) et à Paris (11,0 %), alors que les Yvelines et l'Essonne (respectivement 7,7 % et 7,8 %) enregistrent les niveaux les plus bas.

## Evolution du taux de chômage en Ile-de-France et en France



Source : INSEE

### *Inquiétudes liées au chômage de longue durée*

Le chômage de longue durée demeure une véritable préoccupation dans la région Ile-de-France, cette catégorie de chômeurs progressant encore nettement au cours du semestre. Les difficultés économiques depuis 2003 ont ainsi provoqué de nombreux licenciements, gonflant, deux ans après, les rangs des chômeurs de longue durée.

**PARTIE II**  
**ANALYSE SECTORIELLE**

**Répartition de l'emploi salarié en Ile-de-France**  
**Décembre 2004**

Secteur	Total H/F (en milliers)	Hommes (en milliers)	Femmes (en milliers)	Part dans l'emploi salarié (en %)
Agriculture, sylviculture et pêche	0,5	0,3	0,2	0,01
Industrie	556	362	194	14,2
<i>dont</i>				
Industries agricoles et alimentaires	52	31	21	1,3
Industries des biens de consommation	177	83	94	4,5
Industrie automobile	61	50	11	1,6
Industries de biens d'équipement	137	106	31	3,5
Industries des biens intermédiaires	115	81	34	3,0
Energie	13	10	3	0,3
Construction	232	206	26	5,9
Commerce	707	387	320	18,1
<i>dont</i>				
Commerce de détail	328	141	187	8,4
Commerce de gros	305	186	119	7,8
Réparation automobile	74	59	15	1,9
Services aux entreprises	1063	621	442	27,2
<i>dont</i>				
Postes et télécommunications	33,4	21,3	12,1	0,9
Conseils et assistance	578	337	241	14,8
Services opérationnels	433	254	179	11,1
Recherche et développement	19	9	10	0,5
Transports	157	112	45	4,0
Activités immobilières	139	51	88	3,6
Activités financières	266	118	148	6,8
Services aux particuliers	392	220	172	10,0
<i>dont</i>				
Hôtellerie - Restauration	245	151	94	6,3
Education, santé, action sociale	268	74	194	6,9
Administration	128	39	89	3,3
Activité inconnue	1,5	0,7	0,8	0,04
<b>Total</b>	<b>3 910</b>	<b>2 191</b>	<b>1 719</b>	

Source : Assedic – GARP

## 1- L'industrie

Sources utilisées : Banque de France – Direction régionale IDF ; INSEE ; GARP

**Les emplois salariés dans l'industrie représentent 14,2 % des effectifs salariés de la région (données GARP – 2004) ;**

Activité	Emploi	Prévisions d'activité
→	↘	→

Source : Banque de France – Direction régionale Ile-de-France

***Des perspectives prudentes après un premier semestre stable***

Le redressement de l'activité industrielle constaté au quatrième trimestre 2004 ne se confirme pas au premier semestre 2005. Si la production se stabilise autour de son niveau de longue période, avec notamment une activité dynamique au deuxième trimestre 2005, les chefs d'entreprise demeurent prudents face à un environnement économique peu favorable.

Des niveaux de production trop élevés au premier semestre 2005 ont donné lieu à une augmentation des stocks de produits finis qui risque de peser sur l'activité des entreprises au cours du second semestre.

Parallèlement, le secteur de l'industrie perd des emplois, les effectifs du secteur privé industriel (données Unedic) diminuant de 1,7 % au cours du premier semestre 2005. Cette dégradation est principalement le fait des industries agricoles et alimentaires, des biens de consommation et, dans une moindre mesure, des biens d'équipement. La baisse est moins importante dans les industries de biens intermédiaires, et l'industrie automobile crée des emplois au cours du semestre.

## 2- La construction – Bâtiment et travaux publics

Sources utilisées : Cellule économique du BTP ; Fédération Française du Bâtiment – région Paris-Ile-de-France ; GARP

**Les emplois salariés dans la construction représentent 5,9 % des effectifs salariés de la région (données GARP – 2004) ;**

Activité	Emploi	Prévisions d'activité
↗	↗	↗

Source : Cellule économique – Ile-de-France

### **Premier semestre dynamique dans la construction**

Le premier semestre 2005 s'avère dynamique dans le secteur de la construction en Ile-de-France, suivant la même tendance que l'année 2004.

Si le premier trimestre est resté hésitant, avec notamment un ralentissement causé par des mauvaises conditions climatiques en mars, le deuxième trimestre a été marqué par une nette progression de l'activité en particulier sur **les chantiers privés**.

L'activité se stabilise dans la **construction neuve**, que ce soit dans le **logement** ou dans les **locaux non résidentiels**. Les **travaux d'entretien** enregistrent un net regain d'activité et les perspectives des chefs d'entreprise pour le semestre à venir demeurent bien orientées.

Les **travaux publics** connaissent une activité dynamique durant la première moitié de l'année 2005. Les prévisions restent également optimistes pour le reste de l'année, les carnets de commande étant encore bien garnis.

	Activité	Prévisions
Construction neuve	→	↗
dont logements	→	↗
dont locaux non résidentiels	→	↗
Travaux sur bâtiments existants	↗	↗
Travaux publics	↗	↗

### **Nouvelle progression des effectifs au premier semestre 2005**

Les effectifs de la construction progressent au cours du premier semestre 2005 en Ile-de-France (+0,6 %). Il semblerait toutefois que ces embauches ne soient pas suffisantes, les chefs d'entreprise, en particulier de PME et TPE, déplorant toujours d'importantes difficultés de recrutement.

### 3- Le commerce (commerce de gros, commerce de détail)

Sources utilisées : INSEE ; GARP

**Les emplois salariés dans le commerce représentent 18,1 % des effectifs salariés de la région (données GARP – 2004) ;**

#### **Progression des effectifs dans le commerce de détail**

Les effectifs progressent légèrement dans le secteur du commerce, révélant des situations contrastées. Le commerce de gros connaît une baisse de 3,3 % de ses effectifs entre le premier semestre 2004 et le premier semestre 2005. A l'inverse, les emplois progressent dans le commerce de détail (+1,6 % sur la même période).

#### **Commerce de gros**

Activité	Emploi	Prévisions
↗	↘	↘

Source : INSEE

**Les emplois salariés dans le commerce de gros représentent 7,8% des effectifs salariés de la région (données GARP – 2004)**

#### **Amélioration dans le commerce de gros**

Dans le commerce de gros, l'activité est bien orientée au premier semestre 2005, à l'exception, comme en 2004, des activités de textile – habillement – chaussures. Les perspectives d'activité sont toutefois peu favorables pour le second semestre.

#### **Commerce de détail**

Activité	Emploi	Prévisions
→	↗	↗

Source : INSEE

**Les emplois salariés dans le commerce de détail représentent 8,4% des effectifs salariés de la région (données GARP – 2004)**

L'activité du premier semestre 2005 se maintient dans le commerce de détail alimentaire alors qu'elle se dégrade nettement dans le non-alimentaire, en particulier dans les très petits établissements. Dans ces deux secteurs toutefois, les perspectives des chefs d'entreprise sont bien orientées pour la seconde moitié de l'année.

#### 4- Les services aux entreprises (*transports, ingénierie technique et informatique, conseil, travail temporaire*)

Sources utilisées : Banque de France – Direction régionale IDF ; GARP

*Les emplois salariés dans les services aux entreprises représentent 27,2 % des effectifs salariés de la région (données GARP – 2004, hors transport, activités financières et immobilières)*

Activité	Emploi	Prévisions
↗	↗	↗

Source : Banque de France – Direction régionale Ile-de-France

#### *Activité dynamique, et perspectives optimistes*

L'activité est dynamique dans les services aux entreprises franciliens tout au long du premier semestre 2005. Les prévisions sont optimistes pour le second semestre, en particulier dans l'ingénierie informatique et le conseil.

L'activité est dynamique dans **l'ingénierie informatique** au premier semestre 2005, permettant ainsi la création de nouveaux emplois. **L'ingénierie technique** se porte moins bien, l'activité est restée modérée au cours de cette période, et les perspectives demeurent prudentes. Il semblerait que cette activité souffre d'une contraction du marché intérieur alors que la demande étrangère reste soutenue.

Les **transports routiers de marchandises** enregistrent un tassement de leur activité entraînant un léger repli de leurs effectifs. Les perspectives demeurent également prudentes, la hausse des prix du pétrole et la concurrence étrangère pesant sévèrement sur cette activité.

Les résultats constatés dans le **conseil pour les affaires et la gestion** et dans les **agences pour le conseil en publicité** sont en hausse au cours du semestre. Les anticipations des chefs d'entreprise demeurent également bien orientées.

Enfin, le **travail temporaire** bénéficie d'une forte demande des secteurs de l'automobile et du bâtiment et travaux publics. Ce dynamisme devrait se maintenir au second semestre

## 5- Tourisme

Sources utilisées : Observatoire Régional du Tourisme en Ile-de-France (ORTIF) ; INSEE ; GARP

**Les emplois salariés dans l'hôtellerie - restauration représentent 6,2% des effectifs salariés de la région (données GARP – 2004)**

Activité	Emploi	Prévisions
↗	↘	→

Source : INSEE

### ***Progression de l'activité insuffisante...***

Le premier semestre 2005 apparaît dynamique dans le secteur du tourisme en Ile-de-France. Les arrivées et les nuitées enregistrées par l'INSEE progressent ainsi de 8,3 % et 4,9 % au cours de la période.

L'analyse des résultats mensuels montre que la région a profité de deux pics de fréquentation en mars et en mai 2005, alors que les autres mois se sont avérés décevants pour les professionnels du tourisme. Si les arrivées de clientèles étrangères comme française sont en progression dans la région – capitale, leur durée de séjour tend à diminuer.

Les perspectives d'activité pour le second semestre sont assez modérées, la saison estivale s'annonce ainsi décevante, en dépit d'un mois de juin dynamique.

### ***... et perte d'emplois dans l'hôtellerie - restauration***

Les entreprises du secteur de l'hôtellerie – restauration enregistrent une baisse de leurs effectifs de 3,4 % entre le premier semestre 2004 et le premier semestre 2005, alors qu'elles rencontrent dans le même temps d'importantes difficultés de recrutement.

***La dernière note de conjoncture de notre Assemblée faisait état d'une activité modérée au second semestre 2004, sans embellie sur le marché du travail. Le rythme de croissance est resté atone au cours du premier semestre 2005, mais a donné lieu cette fois à des créations d'emplois qui pourraient annoncer un rebond économique en Ile-de-France. L'activité dans la région est toutefois freinée par la persistance d'incertitudes économiques liées notamment au prix du pétrole et des matières premières, et à un environnement européen dégradé. Il faudra probablement attendre 2006 pour que cette reprise se confirme, conduisant alors à une nette amélioration de la situation de l'emploi dans la région.***

## ANNEXE: Rappels méthodologiques et définitions

### 1. Les catégories de demandeurs d'emplois utilisées par l'ANPE

**Catégorie 1** : Personnes à la recherche d'un CDI à temps plein qui n'ont pas travaillé plus de 78 heures dans le mois.

**Catégorie 2** : Personnes immédiatement disponibles, à la recherche d'un CDI à temps partiel

**Catégorie 3** : Personnes immédiatement disponibles, à la recherche d'un emploi à durée déterminée (CDD), temporaire ou saisonnier, même de très courte durée

**Catégorie 4** : Personnes non immédiatement disponibles, à la recherche d'un emploi à durée déterminée ou non, à temps plein ou partiel.

**Catégorie 5** : Personnes en activité, mais à la recherche d'un autre emploi, (CDI, CDD, temps partiel, temps plein).

**Catégorie 6** : Personnes non immédiatement disponibles, car ayant une activité de plus de 78 heures par mois, à la recherche d'un CDI à temps plein.

**Catégorie 7** : Personnes non immédiatement disponibles, car ayant une activité de plus de 78 heures par mois, à la recherche d'un CDI à temps partiel.

**Catégorie 8** : Personnes non immédiatement disponibles, car ayant une activité de plus de 78 heures par mois, à la recherche d'un CDD, temporaire ou saisonnier, même de très courte durée.

### 2. Définitions

#### **Taux de chômage**

Rapport entre le nombre de chômeurs et la population active

#### **Chômage**

Conformément aux directives du Bureau international du travail, les chômeurs sont les personnes ayant dépassé un âge spécifié qui étaient :

- "sans travail", c'est-à-dire n'étaient pourvues ni d'un emploi salarié ni d'un emploi non salarié
- "disponibles pour travailler", dans un emploi salarié ou non salarié ;
- "à la recherche d'un travail", c'est-à-dire qui avaient pris des dispositions spécifiques au cours

d'une période récente spécifiée pour chercher un emploi salarié ou non salarié.

Le taux de chômage est calculé par l'INSEE selon ces principes. L'ANPE (Agence nationale pour l'emploi) comptabilise par ailleurs les demandeurs d'emplois inscrits en fin de mois (DEFM).

#### **Population active**

Ensemble des personnes des deux sexes qui sont pourvues d'un emploi ou sont au chômage (au sens du Bureau international du travail).